

d'enlever l'Union Jack de notre drapeau officiel.

Cela est bien conforme à l'esprit de ce gouvernement qui pousse la question du drapeau avec tant d'arrogance et oublie si commodément ses promesses: aux cultivateurs de meilleurs prix de soutien, aux ouvriers, des salaires minimums plus élevés, aux hommes d'affaires et aux patrons, un organisme national de mise en valeur, et toutes les autres promesses soigneusement mises au rancart jusqu'aux prochaines élections.

L'étape suivante dans la campagne du premier ministre pour imposer ce drapeau au pays est l'entretien qu'il a eu, à sa résidence officielle, avec un groupe choisi de journalistes.

Il y a un petit agneau dans le coin ici qui a besoin d'un peu de lait, monsieur l'Orateur.

M. Graftey: Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. Les députés de ce côté-ci de la Chambre, venus ici pour prendre part sérieusement à ce débat, ne peuvent le faire à cause des interruptions continues et inutiles venant du coin là-bas. Je vous demande, monsieur l'Orateur, d'ordonner à ces députés d'arrêter leurs interruptions dans l'intérêt du débat. Les honorables députés en cause savent très bien de qui je parle.

M. l'Orateur suppléant: Je dois dire que si des bruits ont été faits dans un coin de la Chambre, ils ne sont pas parvenus jusqu'ici. Si ces bruits me parviennent, je signalerai aux honorables députés qu'il ne faut pas interrompre la personne qui a la parole.

M. Muir (Lisgar): Lorsque j'ai été interrompu grossièrement par un de ces phoques savants qui apprend à téter son biberon—car c'est le bruit qu'il faisait—je voulais dire qu'ensuite, le premier ministre a invité un groupe choisi de journalistes à sa résidence officielle pour les faire assister à ce qu'un des invités a décrit plus tard comme étant une démonstration de l'art de communiquer des nouvelles. Le premier ministre a mis ces messieurs au courant, en ce qui concerne le modèle de drapeau; il leur a dit qu'il avait envoyé un message à la reine et que le pavillon rouge ne ferait pas partie du nouveau modèle. Il a déclaré ensuite qu'il devait exposer la question à la conférence de la Légion canadienne à Winnipeg le dimanche suivant.

A Winnipeg ce dimanche-là, premier jour du congrès qui est traditionnellement réservé pour honorer la mémoire des camarades victimes du devoir, le premier ministre a décidé de prononcer un discours politique en faveur du nouveau drapeau qu'il avait personnellement choisi. Il a déclaré que le gouvernement misait là-dessus son existence même, laissant ainsi entendre à ce groupe d'hommes qui

avaient offert leur vie pour protéger le Canada que quiconque voulait conserver le pavillon rouge pouvait aller paître.

Ses conseillers avaient apparemment misé sur le fait que, vu la solennité de l'occasion, aucune objection grave ne serait soulevée. Que la Légion ait été indignée, voilà qui se conçoit facilement; si l'on n'avait pas invité l'orateur, qui était premier ministre du Canada, l'assemblée aurait fort bien pu se contenter moins qu'elle ne l'a fait. Le *Herald and Press* de Dauphin, journal publié dans la circonscription de Dauphin, au Manitoba, en a tiré les conclusions que voici:

A force de s'entendre dire qu'il faut de toute nécessité doter le Canada d'un nouveau drapeau, idée que le premier ministre Pearson est à peu près seul à soutenir par le temps qui court, le public commence à en avoir assez de ceux qui dirigent la politique du pays. Demandez à l'homme de la rue ce qu'il pense du chahut survenu dimanche à Winnipeg, au congrès national de la Légion. La réponse qu'on vous donnera le plus souvent devrait porter M. Pearson à reconsidérer la campagne qu'il s'est imposée...

En relisant dans les journaux ce qui s'est passé au Canada la semaine dernière, on n'a pas à s'étonner de la tension qui régnait à l'ouverture du congrès de la Légion. Les nouvelles d'Ottawa avaient insisté sur le fait que le premier ministre, fort de l'invitation qu'on lui avait adressée, tenait absolument à exprimer sa façon de penser sur la question du drapeau. Supposons qu'on ait accepté tout bonnement le rejet du pavillon rouge de la part de M. Pearson, on n'aurait pas perdu de temps à faire savoir à tous les députés, laissés libres de voter à leur guise, que la Légion avait abandonné tous les appuis qu'elle avait obtenus ces dernières années en faveur du pavillon rouge!

C'est ainsi que le gouvernement nous a présenté une autre de ces terribles comédies des erreurs qui a transformé la question du drapeau du premier ministre en burlesque. La farce a atteint son apogée quand le premier ministre a déclaré que le Parlement déciderait la question par un vote libre, tout en précisant bien que son gouvernement tiendrait ou tomberait selon le résultat du scrutin. Autrement dit, il déclarait au Parlement et au grand public: «Vous n'avez pas besoin d'avaler mon drapeau. C'est moi qui vous l'enfoncerai dans la gorge.»

La façon dont le premier ministre envisageait le problème empêche tout compromis, et il présente au Parlement un drapeau politique sans nous laisser de choix. Le compromis a toujours fait partie de notre structure nationale et c'est ce qui a préservé la Confédération pendant 97 ans. C'est une longue période de temps, et nous sommes arrivés à ce résultat en recourant à des compromis. Si nous voulons rester une seule nation, un grand Canada, ce sera en acceptant ce principe inhérent à notre vie politique. Mais, si nous nous soumettons maintenant, au sein du gouvernement ou ailleurs, au dictat d'une minorité qui ne veut entendre d'autre solution,